

## **Séance publique du lundi 17 décembre 2012**

**Convoqué le mardi 11 décembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil municipal, le lundi 17 décembre 2012 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUPRAZ, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHÉ, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Arnaud JULIEN, Gabrielle DELONCLE, Christian DUMONT, Claudine TROADEC-ROBERT.

### **Absents :**

Mustapha MAJDOUL, Martine PETITOUT.

## **Délégation de Service Public Parking Laissac Choix du délégataire**

Philippe THINES rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008, la Ville a confié à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) l'exploitation du parc de stationnement Laissac pour une durée de 3 ans.

Suite à une procédure de renouvellement infructueuse, un avenant de prolongation d'une durée d'un an a été conclu avec le délégataire. Le principe de cet avenant a été adopté en Conseil municipal le 16 décembre 2011.

Par délibération du 7 novembre 2011, après avoir recueilli les avis du Comité Technique Paritaire et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, le Conseil municipal a approuvé le principe de la gestion et de l'exploitation du parc de stationnement Laissac dans le cadre d'une délégation de service public et autorisé le lancement d'une procédure de désignation du futur délégataire en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite aux formalités de publicité, la Commission de délégation de service public réunie le 10 avril 2012 a ouvert les plis contenant les candidatures de quatre sociétés : URBIS, EFFIA, VINCI et TaM.

Après analyse de ces candidatures la Commission de délégation de service public réunie le 24 avril 2012, a retenu les quatre candidatures. Un cahier des charges contenant l'ensemble des prescriptions de la Ville a été envoyé aux quatre sociétés. Trois candidats ont fait parvenir leur offre dans les délais impartis. La société Urbis Park s'est excusée.

La Commission, dans son rapport motivé d'analyse des offres du 1<sup>er</sup> octobre 2012, a proposé d'entamer des négociations avec les sociétés TaM et EFFIA et de ne pas retenir l'offre de la société VINCI.

Après étude et discussions, la proposition de TaM s'est révélée intéressante pour la Ville. En effet, le parking Laissac souffrant d'une mauvaise image, la Ville a porté une attention toute particulière aux engagements du futur délégataire en matière de maintenance et d'entretien du parking. Dans son offre, TaM a su répondre aux attentes de la Ville, en insistant sur l'entretien, le nettoyage et la remise en peinture du parking. A cela s'ajoute un niveau de redevances satisfaisant. Mme le Maire propose donc de retenir la société TaM.

Les caractéristiques de la convention retenue sont les suivantes :

- une durée de 3 ans dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2015 ;
- une redevance composée d'une partie fixe garantie s'élevant annuellement à 135 000 €, d'une redevance variable correspondant à 7% du chiffre d'affaires réalisé dès le premier euro, et d'une redevance de contrôle d'un montant annuel de 5 000€. Il ressort du compte d'exploitation prévisionnel, joint en annexe du contrat, que le montant net cumulé de redevance qui sera versé à la Ville est estimé à 572 527 € dont 419 340 € de redevance fixe ;
- une politique tarifaire maintenant les formules d'abonnement existantes (résidents, forfait Grand Cœur, travail) aux tarifs actuels. Pour les usagers horaires, le fractionnement à la demi-heure sur les 3 heures suivant la première heure est conservé.

Dans ces conditions, l'économie générale du contrat apparaît très satisfaisante, TaM assurant, dans le cadre d'une exploitation équilibrée, au-delà d'une redevance significative pour la Ville, une amélioration de la qualité du service rendu aux usagers à hauteur des attentes de la Municipalité, en parallèle de tarifs et abonnements attractifs.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer avec TaM le contrat de délégation de service public annexé à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/12/2012**